

12° adresse géographique : l'ensemble des données géographiques comprenant, le cas échéant, le numéro de maison, la rue, le code postal et la commune où une personne a un établissement ou peut être contactée;

13° SPF Economie : le Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie."

Le premier alinéa, 1°, 4°, 5° et 8°, ne s'applique pas au Livre XI.

CHAPITRE 3. — Attribution de compétences

Art. 3. Le Roi peut coordonner les dispositions du Code de droit économique, telles que insérées par la présente loi, avec les dispositions qui les auraient expressément ou implicitement modifiées au moment où la coordination sera établie.

A cette fin, Il peut :

1° modifier l'ordre, la numérotation et, en général, la présentation des dispositions à coordonner;

2° modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à coordonner en vue de les mettre en concordance avec la numérotation nouvelle;

3° modifier la rédaction des dispositions à coordonner en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie sans qu'il puisse être porté atteinte aux principes inscrits dans ces dispositions.

CHAPITRE 4. — Entrée en vigueur

Art. 4. Le Roi détermine la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 7 novembre 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie et des Consommateurs,

J. VANDE LANOTTE

Scellé du sceau de l'Etat :
La Ministre de la Justice,
Mme A. TURTELBOOM

Note

(1) *Session 2012-2013.*

Chambre des représentants

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 53-2836/1. — Amendements, n° 53-2836/2 et 3. — Rapport, n° 53-2836/4. — Texte corrigé par la commission, n° 53-2836/5. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 53-2836/6.

Compte rendu intégral : 16 et 17 juillet 2013.

Session 2013-2014.

Sénat

Documents parlementaires. — Projet non évoqué par le Sénat, n° 5-2228/1.

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C - 2013/11561]

20 NOVEMBRE 2013. — Loi portant insertion du Livre XV,
« Application de la loi » dans le Code de droit économique (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Disposition générale

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE II. — Le Code de droit économique

Art. 2. Dans le Code de droit économique un Livre XV est inséré, rédigé comme suit :

"Livre XV

Application de la loi

12° geografisch adres : het geheel van geografische gegevens omvattend, in voorkomend geval, het huisnummer, de straat, de postcode en de gemeente waar een persoon een vestiging heeft of gecontacteerd kan worden;

13° FOD Economie : de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie."

Het eerste lid, 1°, 4°, 5° en 8°, is niet van toepassing op Boek XI.

HOOFDSTUK 3. — Bevoegdheidstoewijzing

Art. 3. De Koning kan de bepalingen van het Wetboek van economisch recht, zoals ingevoegd bij deze wet, coördineren met de bepalingen die daarin uitdrukkelijk of stilzwijgend wijzigingen hebben aangebracht tot het tijdstip van de coördinatie.

Daartoe kan Hij :

1° de volgorde en de nummering van de te coördineren bepalingen veranderen en in het algemeen de teksten naar de vorm wijzigen;

2° de verwijzingen die voorkomen in de te coördineren bepalingen met de nieuwe nummering doen overeenstemmen;

3° zonder afbreuk te doen aan de beginselen die in de te coördineren bepalingen vervat zijn, de redactie ervan wijzigen om ze onderling te doen overeenstemmen en eenheid in de terminologie te brengen.

HOOFDSTUK 4. — Inwerkingtreding

Art. 4. De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van deze wet.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 7 november 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie en Consumenten,

J. VANDE LANOTTE

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
Mevr. A. TURTELBOOM

Nota

(1) *Zitting 2012-2013.*

Kamer van volksvertegenwoordigers

Parlementaire stukken. — Wetsontwerp, nr. 53-2836/1. — Amendementen, nrs 53-2836/2 en 3. — Verslag, nr. 53-2836/4. — Tekst verbeterd door de commissie, nr. 53-2836/5. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 53-2836/6.

Integraal Verslag : 16 en 17 juli 2013.

Zitting 2013-2014.

Senaat

Parlementaire stukken. — Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat, nr. 5-2228/1.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C - 2013/11561]

20 NOVEMBER 2013. — Wet houdende invoeging van Boek XV,
« Rechtshandhaving » in het Wetboek van economisch recht (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepaling

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — Het Wetboek van economisch recht

Art. 2. In het Wetboek van economisch recht wordt een Boek XV ingevoegd, luidende :

"Boek XV

Rechtshandhaving

TITRE 1^{er}L'exercice de la surveillance et la recherche
et la constatation des infractionsCHAPITRE 1^{er}. — *Compétences générales*

Art. XV.1

A l'exception des dispositions contraires mentionnées dans le présent Code, les dispositions du Code d'instruction criminelle sont applicables à la recherche, la constatation et la poursuite des infractions visées à l'article XV.2, § 1^{er}.

Art. XV.2

§ 1^{er}. Sans préjudice des compétences des fonctionnaires de police de la police locale et fédérale, les agents commissionnés par le ministre sont compétents pour rechercher et constater les infractions au présent Code. Ces agents peuvent uniquement exercer les compétences définies par le présent titre afin de rechercher et constater les infractions aux dispositions du présent Code et de ses arrêtés d'exécution, à l'exception de celles reprises dans le Livre IV et dans ses arrêtés d'exécution.

§ 2. Les procès-verbaux établis par ces agents font foi jusqu'à preuve du contraire.

Dans les trente jours qui suivent la date de la constatation de l'infraction, une copie du procès-verbal est notifiée au contrevenant par lettre recommandée ou lui est remise en mains propres. Le procès-verbal peut également être communiqué par fax ou par courrier électronique. Si cette communication par fax ou par courrier électronique n'est suivie d'aucune réaction, elle sera envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception. A défaut, le contrevenant présumé peut à tout moment en obtenir une copie auprès de l'administration compétente.

Lorsque le contrevenant ne peut pas être identifié le jour de la constatation de l'infraction, le délai de trente jours commence à courir le jour où l'auteur présumé de l'infraction a pu être identifié de façon certaine par les agents visés au paragraphe 1^{er}.

Art. XV.3

En vue de la recherche et de la constatation des infractions visées à l'article XV.2, § 1^{er}, les agents visés à l'article XV.2 disposent des compétences suivantes :

1° pénétrer ou accéder, pendant les heures d'ouverture ou de travail habituelles, pendant le processus de production, ou au moment où les produits ou services sont offerts, ou s'il y a des indices que le processus de production est en cours ou que les produits ou services sont offerts, à des lieux dans lesquels, sur base de motifs raisonnables, ils estiment nécessaire de pénétrer pour l'accomplissement de leur tâche, sauf si cela concerne des locaux habités.

En ce qui concerne la recherche et la constatation des infractions au Livre IX et au Livre XI, les agents visés à l'article XV.2 peuvent toutefois à tout moment pénétrer ou accéder aux lieux visés au premier alinéa.

Ne viole cependant pas les locaux habités celui qui y pénètre avec l'autorisation préalable et écrite de l'habitant.

S'ils ont des raisons de croire à l'existence d'une infraction, une visite peut, sur demande motivée, être effectuée dans les locaux habités entre cinq et vingt-et-une heures avec le consentement préalable, motivé, écrit, signé, et daté du juge d'instruction et par au moins deux agents agissant conjointement.

En cas de flagrant délit tel que prévu à l'article 41 du Code d'instruction criminelle, ils pourront aussi pénétrer à toute heure dans les locaux habités où le suspect a pénétré. Dans ce cas, ils ne seront pas tenus de faire la perquisition à deux;

2° faire toutes les constatations utiles, procéder à tous examens, contrôles, recherches et recueillir toutes informations qu'ils estiment nécessaires pour s'assurer que les dispositions visées à l'article XV.2, § 1^{er} sont respectées;

3° interroger toute personne sur tout fait dont la connaissance est utile à la recherche ou la constatation;

4° ouvrir les paquets, caisses, tonneaux et tous les autres types d'emballages dont ils présumant qu'ils contiennent des marchandises constituant ou prouvant une infraction visée à l'article XV.2, § 1^{er}, et en examiner le contenu;

TITEL 1

De uitoefening van toezicht en de opsporing
en vaststelling van inbreukenHOOFDSTUK 1. — *Algemene bevoegdheden*

Art XV.1

Behoudens de in dit Wetboek vermelde andersluidende voorschriften zijn de bepalingen van het Wetboek van Strafvordering van toepassing op de opsporing, de vaststelling en het onderzoek naar de inbreuken bedoeld in artikel XV.2, § 1.

Art XV.2

§ 1. Onverminderd de bevoegdheden van de politieambtenaren van de lokale en federale politie, zijn de door de minister aangestelde ambtenaren bevoegd om de inbreuken op dit Wetboek op te sporen en vast te stellen. Deze ambtenaren kunnen de in deze titel bepaalde bevoegdheden uitsluitend uitoefenen ter opsporing en vaststelling van inbreuken op de bepalingen van dit Wetboek en zijn uitvoeringsbesluiten, met uitzondering van de bepalingen opgenomen in Boek IV en de uitvoeringsbesluiten ervan.

§ 2. De door deze ambtenaren opgestelde processen-verbaal hebben bewijskracht tot het bewijs van het tegendeel.

Een afschrift van het proces-verbaal wordt binnen dertig dagen na vaststelling van de inbreuk aan de overtreder bij aangetekende brief betekend of hem overhandigd. Het proces-verbaal kan ook per fax of elektronische post worden meegedeeld. Indien geen reactie volgt op de mededeling per fax of elektronische post wordt deze via aangetekende zending met ontvangstmelding opgestuurd. Bij gebreke daarvan kan de vermoedelijke overtreder te allen tijde een afschrift verkrijgen bij de bevoegde administratie.

Wanneer de overtreder niet kan worden geïdentificeerd op de dag van de vaststelling van de inbreuk begint de termijn van dertig dagen te lopen op de dag waarop de ambtenaren bedoeld in paragraaf 1 de vermoedelijke dader van de inbreuk met zekerheid konden identificeren.

Art XV.3

Met het oog op het opsporen en vaststellen van de inbreuken bedoeld in artikel XV.2, § 1, hebben de in artikel XV.2 bedoelde ambtenaren de volgende bevoegdheden :

1° zich tijdens de gewone openings- of werkuren, tijdens het productieproces of op het ogenblik dat de producten of diensten worden aangeboden of er aanwijzingen zijn dat het productieproces gaande is of de producten of diensten worden aangeboden, toegang verschaffen tot of zich toegang laten verschaffen tot alle plaatsen waarvan zij op redelijke gronden van oordeel zijn dat de betreding ervan voor het vervullen van hun taak noodzakelijk is, tenzij het bewoonde lokalen betreft.

Voor wat betreft het opsporen en vaststellen van inbreuken op Boek IX en Boek XI kunnen de in artikel XV.2 bedoelde ambtenaren zich echter te allen tijde toegang verschaffen tot of zich toegang laten verschaffen tot de in het eerste lid bedoelde plaatsen.

De bewoonde lokalen kunnen niettemin worden betreden na de voorafgaande en schriftelijke toestemming van de bewoner.

Indien zij redenen hebben te geloven aan het bestaan van een inbreuk kunnen zij, op gemotiveerd verzoek, in de bewoonde lokalen binnentreden tussen vijf en eenentwintig uur met voorafgaande, gemotiveerde, schriftelijke, ondertekende en gedagtekende machtiging van de onderzoeksrechter en door ten minste twee ambtenaren die gezamenlijk optreden.

In het geval van heterdaad zoals bedoeld in artikel 41 van het Wetboek van Strafvordering mogen zij ook te allen tijde binnengaan in de bewoonde lokalen waar de verdachte is binnengegaan, in welk geval zij er niet toe gehouden zijn de huiszoeking met twee te doen;

2° alle nuttige vaststellingen doen, alle onderzoeken, controles en opsporingen uitvoeren en alle informatie verzamelen die zij noodzakelijk achten voor het verzekeren van een daadwerkelijke naleving van de bepalingen bedoeld in artikel XV.2, § 1;

3° elke persoon ondervragen over elk feit waarvan de kennis ervan nuttig is voor de opsporing of de vaststelling;

4° de pakken, kisten, tonnen en alle andere soorten verpakkingen openen waarvan zij veronderstellen dat zij goederen bevatten die het voorwerp of het bewijs van een inbreuk bedoeld in artikel XV.2, § 1, uitmaken, en er de inhoud van onderzoeken;

5° se faire produire sur première réquisition, sans déplacement ou après s'être rendus aux endroits visés à la disposition 1°, tous renseignements, documents, pièces, Livres, dossiers, bases de données et supports informatisés de données qu'ils estiment nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches, et en prendre gratuitement copie ou les emporter gratuitement contre remise d'un récépissé.

Lorsque des supports informatisés sont accessibles par un système informatique ou par tout autre appareil électronique, ils ont le droit de se faire soumettre les données enregistrées à ces supports informatisés de manière lisible et claire, dans la forme demandée par eux, contre remise d'un accusé de réception;

6° réaliser ou faire réaliser un inventaire des produits;

7° prélever gratuitement, contre remise d'un accusé de réception, les échantillons nécessaires pour la détermination de la nature et de la composition des biens, ainsi que pour l'administration de la preuve d'une infraction.

Le cas échéant, les propriétaires, possesseurs ou détenteurs des dites choses doivent fournir les récipients nécessaires pour le transport et la conservation des échantillons.

Le Roi détermine les conditions dans lesquelles et les modalités selon lesquelles ces échantillons sont prélevés, emportés et analysés et peut aussi déterminer les conditions et modalités de l'agrément des personnes, physiques ou morales, compétentes pour exécuter les analyses;

8° effectuer ou faire effectuer des analyses ou des tests.

Art. XV.4

§ 1^{er}. En vue de la recherche et de la constatation des infractions visées à l'article XV.2, § 1^{er}, les agents visés à l'article XV.2 disposent également de la compétence de procéder à des constatations par la réalisation d'images, peu importe leur support, et par l'enregistrement de télécommunications ou communications publiques ou de télécommunications ou communications privées auxquelles l'agent visé à l'article XV.2 participe lui-même.

§ 2. Dans les locaux habités, les agents visés à l'article XV.2 peuvent uniquement faire des constatations au moyen d'images et /ou des enregistrements sonores, quel qu'en soit le support, à la condition de disposer à cet effet d'une autorisation délivrée par le juge d'instruction.

La requête adressée au juge d'instruction par le fonctionnaire visé à l'article XV.2, comporte au moins :

1° l'identification des personnes qui en sont l'objet, pour autant que cela soit possible;

2° la législation applicable et les infractions visées;

3° tous les documents et informations dont il ressort que le recours à ce moyen est nécessaire.

§ 3. Les constatations faites par les agents visés à l'article XV.2 au moyen des images qu'ils ont faites, font foi jusqu'à preuve du contraire, pour autant qu'il soit satisfait aux conditions mentionnées ci-après :

1° les constatations doivent faire l'objet d'un procès-verbal de constatation d'une infraction faite au moyen d'images, qui doit comprendre les données suivantes :

a) l'identité de l'agent ayant réalisé les images;

b) le jour, la date, l'heure et la description exacte du lieu où les images ont été réalisées;

c) l'identification complète de l'équipement technique ayant permis de réaliser les images;

d) une description de ce qui est visible sur les images en question, ainsi que le lien avec l'infraction constatée;

e) lorsqu'il s'agit d'une prise de vues d'un détail, une indication sur l'image permettant de déterminer l'échelle;

f) une reproduction de l'image ou, si cela s'avère impossible, une copie sur un support en annexe du procès-verbal, ainsi qu'un aperçu complet de toutes les spécifications techniques nécessaires pour pouvoir examiner la copie de ces images;

5° zich op eerste vordering, zonder verplaatsing of na zich naar de in de bepaling onder 1° bedoelde plaatsen te hebben begeven, alle inlichtingen, documenten, stukken, boeken, bescheiden, gegevensbestanden en geïnformatiseerde dragers van gegevens laten verstrekken die zij tot het volbrengen van hun taken nodig achten en hiervan gratis afschrift nemen, of ze gratis meenemen tegen afgifte van een ontvangstbewijs.

Wanneer de geïnformatiseerde dragers toegankelijk zijn via een informaticasysteem of via elk ander elektronisch apparaat, hebben zij het recht zich de op die informatiedragers geplaatste gegevens in een leesbare en verstaanbare vorm te doen voorleggen, in de door hen gevraagde vorm tegen afgifte van een ontvangstbewijs;

6° een inventaris van producten opmaken of ze laten opmaken;

7° kosteloos de nodige monsters nemen, voor het bepalen van de aard en de samenstelling van de goederen evenals voor de verschaffing van het bewijs van een inbreuk, tegen afgifte van een ontvangstbewijs.

In voorkomend geval moeten de eigenaars, bezitters of houders van bedoelde zaken de recipiënten verschaffen die nodig zijn voor het vervoer en de bewaring van de monsters.

De Koning bepaalt de voorwaarden en de nadere regelen voor het nemen, meenemen en ontleden van deze stalen en kan tevens de voorwaarden en de nadere regelen voor de erkenning van natuurlijke of rechtspersonen bevoegd om de ontledingen uit te voeren vastleggen;

8° proeven en analyses uitvoeren, of laten uitvoeren.

Art XV.4

§ 1. Met het oog op het opsporen en vaststellen van de inbreuken bedoeld in artikel XV.2, § 1, hebben de in artikel XV.2 bedoelde ambtenaren tevens de bevoegdheid om vaststellingen te doen door middel van het maken van beeldmateriaal, ongeacht de drager ervan, en geluidsmateriaal van openbare communicatie of telecommunicatie, of van private communicatie of telecommunicatie waaraan de ambtenaar bedoeld in art. XV.2 zelf deelneemt.

§ 2. In bewoonde ruimten mogen de ambtenaren bedoeld in artikel XV.2 enkel vaststellingen doen door middel van het maken van geluids- en/of beeldmateriaal, ongeacht de drager ervan, op voorwaarde dat zij hiertoe beschikken over een machtiging uitgereikt door de onderzoeksrechter.

Het verzoek dat de ambtenaar bedoeld in artikel XV.2 aan de onderzoeksrechter richt, bevat minstens :

1° de identificatie van de personen die er het voorwerp van zijn, voor zover dit mogelijk is;

2° de toepasselijke wetgeving en de geïmplementeerde inbreuken;

3° alle bescheiden en inlichtingen waaruit blijkt dat het gebruik van dit middel nodig is.

§ 3. De vaststellingen die de ambtenaren bedoeld in artikel XV.2 hebben gedaan door middel van het door hen gemaakte beeldmateriaal, gelden tot bewijs van het tegendeel, voor zover voldaan is aan de hierna vermelde voorwaarden :

1° de vaststellingen moeten het voorwerp uitmaken van een proces-verbaal tot vaststelling van een inbreuk door middel van beeldmateriaal, dat volgende gegevens moet bevatten :

a) de identiteit van de ambtenaar die het beeldmateriaal heeft gemaakt;

b) de dag, de datum, het uur waarop en de exacte beschrijving van de plaats waar het beeldmateriaal is gemaakt;

c) de volledige identificatie van het technisch hulpmiddel waarmee het beeldmateriaal is gemaakt;

d) een beschrijving van wat op dat beeldmateriaal is te zien, alsmede het verband met de vastgestelde inbreuk;

e) wanneer het gaat om een detailopname, een aanduiding op het beeldmateriaal waaruit de schaal blijkt;

f) een afdruk van het beeldmateriaal of, indien dit onmogelijk is, een kopie ervan op een drager als bijlage bij het proces-verbaal, alsmede een volledige opgave van alle nodige technische specificaties om de kopie van dit beeldmateriaal te kunnen bekijken;

g) lorsqu'il y a plusieurs reproductions ou plusieurs supports, une numérotation de ces reproductions ou de ces supports, qui doit également apparaître dans la description correspondante, dans le procès-verbal, de ce qui peut être observé sur les images;

2° le support original des images doit être conservé par l'administration dont fait partie l'agent qui a réalisé les images, selon le cas :

a) jusqu'à ce qu'une décision judiciaire mettant fin à la poursuite de l'infraction ait acquis force de chose jugée;

b) jusqu'à acceptation de la proposition de transaction visée à l'article XV.61;

c) jusqu'au moment où les agents visés à l'article XV.2 ont constaté qu'il avait été donné suite à l'avertissement visé à l'article XV.31;

d) après le paiement total du règlement transactionnel visé à l'article 216bis du Code d'instruction criminelle.

Si le contrevenant n'accepte pas la proposition de transaction ou ne paie pas la somme proposée dans les temps, auquel cas le procès-verbal est remis au procureur du Roi, le support original des images est conservé jusqu'à ce que l'action pénale soit couverte par la prescription ou avant cela, en cas de décision expresse du ministère public;

§ 4. Les agents visés à l'article XV.2 peuvent également utiliser des images provenant de tiers, pour autant que ces personnes les ont réalisées ou obtenues de façon légitime.

Art. XV.5

§ 1^{er}. Lorsque les agents visés à l'article XV.2, conformément aux compétences qui leur sont accordées, constatent une infraction, ils peuvent, contre remise d'un accusé de réception, saisir :

1° les biens qui font l'objet de l'infraction;

2° les moyens de production, de transformation et de transport ou tout autre objet quelconque ayant servi à produire, transformer, distribuer ou transporter les biens qui font l'objet de l'infraction;

3° tous les autres objets susceptibles d'avoir servi à commettre l'infraction;

4° les moyens nécessaires à la prestation des services qui constituent une infraction.

5° les biens de même nature et de même destination que ceux qui font l'objet de l'infraction.

Les agents visés à l'article XV.2 peuvent également procéder à cette saisie si un tiers est le propriétaire.

Cette saisie doit être confirmée par le ministère public dans un délai de quinze jours. A défaut de confirmation par le ministère public, la saisie est levée de plein droit. La personne entre les mains de laquelle les objets sont saisis peut en être constituée gardien judiciaire.

Les saisies peuvent donner lieu à constitution de gardien sur place ou peuvent être exécutées en tout autre lieu désigné par les agents visés à l'article XV.2.

§ 2. Les agents visés à l'article XV.2 peuvent mettre sous scellés des locaux lorsque cela est nécessaire à l'établissement de la preuve d'une infraction visée à l'article XV.2, § 1^{er}, ou lorsque le danger existe qu'avec ces biens, les infractions persistent ou que de nouvelles infractions soient commises.

§ 3. Les saisies et mises sous scellés pratiquées en vertu des paragraphes 1^{er} et 2 doivent faire l'objet d'un constat écrit. Ce document doit au moins mentionner :

1° la date et l'heure auxquelles les mesures sont prises;

2° la date et l'heure de la notification;

3° l'identité des agents visés à l'article XV.2, la qualité en laquelle ils interviennent et l'administration dont ils relèvent;

4° les mesures prises;

5° la base factuelle et juridique;

6° le lieu où les mesures ont été prises.

§ 4. Le ministère public peut à tout moment donner mainlevée de la saisie qu'il a ordonnée ou confirmée, de même si le contrevenant renonce à offrir les biens dans les conditions ayant donné lieu à l'enquête; cette renonciation n'implique aucune reconnaissance d'une quelconque faute pénale.

g) wanneer er meerdere afdrucken of meerdere dragers zijn, een nummering van deze afdrucken of deze dragers, die eveneens moet voorkomen in de ermee overeenstemmende beschrijving, in het proces-verbaal, van wat op het beeldmateriaal is te zien;

2° de originele drager van het beeldmateriaal moet worden bewaard door de administratie waartoe de ambtenaar behoort die het beeldmateriaal heeft gemaakt tot, al naar gelang het geval :

a) totdat een rechterlijke beslissing die een einde maakt aan de vervolging van de inbreuk in kracht van gewijsde is gegaan;

b) totdat werd ingegaan op het voorstel tot transactie bedoeld in artikel XV.61;

c) tot op het ogenblik dat de ambtenaren bedoeld in artikel XV.2 hebben vastgesteld dat gevolg werd gegeven aan de waarschuwing bedoeld in het artikel XV.31;

d) nadat de minnelijke schikking bedoeld in artikel 216bis van het Wetboek van Strafvordering volledig werd voldaan.

Indien de overtreder niet ingaat op het voorstel tot transactie of indien hij de voorgestelde geldsom niet tijdig betaalt, in welk geval het proces-verbaal aan de procureur des Konings wordt bezorgd, wordt de originele drager van het beeldmateriaal bewaard tot wanneer de strafvordering verjaard is of voordien, na een uitdrukkelijke beslissing van het openbaar ministerie.

§ 4. De ambtenaren bedoeld in artikel XV.2 kunnen eveneens beeldmateriaal van derden gebruiken, voor zover deze personen dit materiaal rechtmatig hebben gemaakt of verkregen.

Art XV.5

§ 1. Wanneer de ambtenaren bedoeld in artikel XV.2, overeenkomstig de hun toegekende bevoegdheden, een inbreuk vaststellen, kunnen zij, tegen afgifte van een ontvangstbewijs, beslag leggen op :

1° de goederen die het voorwerp van de inbreuk uitmaken;

2° de productie-, verwerking- en vervoermiddelen of welke voorwerpen dan ook, die gediend hebben om de goederen die het voorwerp van de inbreuk uitmaken voort te brengen, ze te verwerken, ze te verdelen of ze te vervoeren;

3° alle andere voorwerpen die tot het plegen van de inbreuk hebben gediend;

4° de middelen die nodig zijn om diensten te verrichten die een inbreuk uitmaken;

5° de goederen van dezelfde soort en dezelfde bestemming als degeene die het voorwerp van de inbreuk uitmaken.

De ambtenaren bedoeld in artikel XV.2 kunnen dit beslag ook leggen indien een derde er eigenaar van is.

Dit beslag moet door het openbaar ministerie bevestigd worden binnen een termijn van vijftien dagen. Bij ontstentenis van een bevestiging door het openbaar ministerie, is het beslag van rechtswege opgeheven. De persoon bij wie beslag op de goederen wordt gelegd kan als gerechtelijk bewaarder ervan aangesteld worden.

De inbeslagnemingen kunnen aanleiding geven tot het aanstellen van een bewaker ter plaatse of kunnen ten uitvoer gelegd worden in om het even welke andere plaats aangeduid door de ambtenaren bedoeld in artikel XV.2.

§ 2. De ambtenaren bedoeld in artikel XV.2 kunnen lokalen verzegelen wanneer zulks noodzakelijk is voor het leveren van het bewijs van een inbreuk bedoeld in artikel XV.2, § 1, of het gevaar bestaat dat met de hierin aanwezige goederen inbreuken worden voortgezet of nieuwe inbreuken worden gepleegd.

§ 3. De inbeslagnemingen en de verzegelingen verricht op basis van de paragrafen 1 en 2 moeten het voorwerp uitmaken van een schriftelijke vaststelling. Dit geschrift moet minstens vermelden :

1° de datum en het uur waarop de maatregelen zijn genomen;

2° de datum en het uur van de kennisgeving;

3° de identiteit van de in artikel XV.2 bedoelde ambtenaren, de hoedanigheid waarin zij optreden en de administratie waartoe zij behoren;

4° de genomen maatregelen;

5° de feitelijke en juridische grondslag;

6° de plaats waar de maatregelen zijn genomen.

§ 4. Het openbaar ministerie kan het beslag dat het bevelen of bevestigd heeft, te allen tijde opheffen en zo ook als de overtreder ervan afziet de goederen aan te bieden in de omstandigheden die tot het onderzoek aanleiding hebben gegeven; deze afstand houdt generlei erkenning van enige strafrechtelijke schuld in.

§ 5. La saisie est levée de plein droit par la décision judiciaire mettant fin aux poursuites, lorsque ce jugement est passé en force de chose jugée, ou par le classement sans suite par le ministère public.

Art. XV.6

Dans l'exercice de leur mission relative à la recherche et à la constatation des délits économiques, les agents visés à l'article XV.2 sont soumis à la surveillance, selon le cas, du procureur général compétent ou du procureur fédéral, sans préjudice de leur subordination à leurs supérieurs au sein de l'administration.

Art. XV.7

Sans préjudice du droit d'action du Ministère public et du juge d'instruction visé aux articles 28ter, § 3, et 56, § 2, du Code d'instruction criminelle, les agents visés à l'article XV.2 disposent dans l'exercice de leur mission de la possibilité de fournir des renseignements et des conseils, notamment sur les moyens les plus efficaces pour respecter les dispositions du présent Code et ses arrêtés d'exécution.

Art. XV.8

§ 1^{er}. Le Roi désigne les agents visés à l'article XV.2 qui sont également revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi.

Le Roi détermine les conditions concernant l'expérience et la formation de ces agents.

§ 2. Les pouvoirs d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi, conférés aux agents désignés par le Roi ne peuvent être exercés qu'en vue de la recherche, de la constatation et de l'enquête concernant les infractions visées à l'article XV.2, § 1^{er} et aux articles 196, 494, 496, 498 et 499 du Code pénal.

Art. XV.9

Pour pouvoir exercer leurs attributions d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi, les agents visés à l'article XV.8. prêtent serment, devant le procureur-général du ressort de leur domicile, dans les termes suivants : "Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge, et de remplir fidèlement les fonctions qui me sont conférées".

Ils peuvent exercer leurs attributions sur l'ensemble du territoire du Royaume.

Art. XV.10

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, attribuer des compétences spécifiques supplémentaires aux agents visés à l'article XV.2 pour rechercher et constater des infractions, en plus des compétences dont ils disposent en vertu des dispositions du présent chapitre et du chapitre 2. Cet arrêté royal doit être confirmé par loi dans les 18 mois qui suivent son entrée en vigueur.

CHAPITRE 2. — *Compétences particulières*

[...]

Section 3. — *Les compétences particulières pour l'application du Livre IX*

Art. XV.19

Sans préjudice du chapitre 1^{er}, les dispositions suivantes sont applicables pour l'application du Livre IX :

1° les agents visés à l'article XV.2, les membres du personnel du Guichet central ainsi que les membres de la Commission de la Sécurité des Consommateurs sont astreints au secret pour l'information rassemblée dans le cadre du Livre IX et qui de par sa nature relève du secret professionnel, sauf si cette information concerne les caractéristiques de sécurité des produits qui, vu les circonstances, doivent être rendues publiques pour garantir la santé et la sécurité des consommateurs;

2° dans l'exercice de leur tâche, les agents visés à l'article XV.2 peuvent utiliser les constatations et les résultats des analyses pertinents qui leur sont communiqués par d'autres institutions.

Art. XV.20

Les agents chargés de contrôler les autres législations peuvent utiliser les renseignements obtenus dans le cadre du contrôle des dispositions du Livre IX et d'autres législations pour l'exercice de toutes missions portant sur le contrôle dont ils sont chargés.

[...]

§ 5. Het beslag wordt van rechtswege opgeheven door de rechtelijke beslissing die een einde maakt aan de vervolgingen, zodra dit in kracht van gewijsde is gegaan, of door seponering van de zaak door het openbaar ministerie.

Art XV.6

Bij de uitvoering van hun taak inzake opsporing en vaststelling van economische misdrijven, zijn de ambtenaren bedoeld in artikel XV.2 onderworpen aan het toezicht van, naargelang het geval, de bevoegde procureur-generaal of de federale procureur, onverminderd hun ondergeschiktheid aan de meerderen in de administratie.

Art XV.7

Onverminderd het vorderingsrecht van het openbaar ministerie en van de onderzoeksrechter, bedoeld in de artikelen 28ter, § 3, en 56, § 2, van het Wetboek van Strafvordering, beschikken de ambtenaren bedoeld in artikel XV.2, bij de uitvoering van hun taak, over de mogelijkheid om inlichtingen en adviezen te verschaffen, met name met betrekking tot de meest doeltreffende middelen voor de naleving van de bepalingen van dit Wetboek en zijn uitvoeringsbesluiten.

Art XV.8

§ 1. De Koning wijst de ambtenaren bedoeld in artikel XV.2 aan die eveneens bekleed worden met de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings.

De Koning bepaalt de voorwaarden betreffende de ervaring en de opleiding van deze ambtenaren.

§ 2. De bevoegdheden van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings, toegekend aan de door de Koning aangewezen ambtenaren, kunnen slechts worden uitgeoefend met het oog op de opsporing, de vaststelling en het onderzoek betreffende de inbreuken bedoeld in artikel XV.2, § 1, en in de artikelen 196, 494, 496, 498 en 499 van het Strafwetboek.

Art XV.9

Om hun bevoegdheden van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings, te kunnen uitoefenen, leggen de ambtenaren bedoeld in artikel XV.8., in handen van de procureur-generaal van het rechtsgebied van hun woonplaats, de eed af in de volgende bewoordingen : "Ik zweer getrouwheid aan de Koning, gehoorzaamheid aan de Grondwet en aan de wetten van het Belgische volk en het mij opgedragen ambt trouw waar te nemen".

Zij kunnen hun bevoegdheden uitoefenen op het grondgebied van het hele Koninkrijk.

Art XV.10

De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, aan de in artikel XV.2 bedoelde ambtenaren bijkomende specifieke bevoegdheden toekennen om inbreuken op te sporen en vast te stellen, naast de bevoegdheden waarover zij op grond van de bepalingen van dit hoofdstuk en van hoofdstuk 2 beschikken. Dit koninklijk besluit moet binnen de 18 maanden na zijn inwerkingtreding worden bekrachtigd bij wet.

HOOFDSTUK 2. — *Bijzondere bevoegdheden*

[...]

Afdeling 3. — De bijzondere bevoegdheden voor de toepassing van Boek IX

Art XV.19

Onverminderd hoofdstuk 1 zijn, voor de toepassing van Boek IX, onderstaande bepalingen van toepassing :

1° de in artikel XV.2 bedoelde ambtenaren, de personeelsleden van het Centraal Meldpunt en de leden van de Commissie voor de Veiligheid van de Consumenten zijn verplicht tot geheimhouding van de informatie die in het kader van Boek IX werd verzameld en die door haar aard onder het beroepsgeheim valt tenzij die informatie veiligheidskenmerken van de producten betreft die, gelet op de omstandigheden, openbaar moeten worden gemaakt om de gezondheid en de veiligheid van de consumenten te beschermen;

2° in het kader van hun opdracht mogen de in artikel XV.2 bedoelde ambtenaren de relevante vaststellingen en analysesresultaten gebruiken die door andere instellingen meegedeeld worden.

Art XV.20

De ambtenaren, belast met het toezicht op andere wetgevingen, mogen de inlichtingen verkregen in het kader van de controle op de bepalingen van Boek IX en andere wetgevingen gebruiken voor de uitoefening van alle opdrachten betreffende het toezicht waarmee zij belast zijn.

[...]

Section 8. — La compétence particulière du ministère public et du juge d'instruction

Art. XV.30

Le ministère public ou, si une instruction judiciaire est ouverte, le juge d'instruction, peut ordonner la fermeture provisoire de l'établissement du contrevenant. La durée de la fermeture provisoire ne peut excéder la date à laquelle il aura été statué définitivement sur l'infraction.

La décision de fermeture provisoire exclut la procédure transactionnelle visée à l'article XV.61.

La fermeture provisoire de l'établissement produit ses effets quarante-huit heures après sa notification au contrevenant.

CHAPITRE 3. — *De la procédure d'avertissement et de publicité*

Art. XV.31

§ 1^{er}. Lorsqu'il est constaté qu'un acte constitue une infraction visée à l'article XV.2, § 1^{er}, ou qu'il peut donner lieu à une action en cessation, les agents visés à l'article XV.2 peuvent adresser au contrevenant un avertissement le mettant en demeure de mettre fin à cet acte.

L'avertissement est notifié au contrevenant dans un délai de trente jours à dater du jour de la constatation des faits, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par la remise d'une copie du procès-verbal de constatation des faits. L'avertissement peut également être communiqué par télécopie ou par courrier électronique. Si l'avertissement adressé par fax ou courrier électronique n'est suivi d'aucune réaction, il sera envoyé par lettre recommandée avec accusé de réception.

Lorsque le contrevenant ne peut pas être identifié le jour de la constatation de l'infraction, le délai de trente jours commence à courir le jour où le contrevenant présumé de l'infraction a pu être identifié de façon certaine par les agents visés à l'article XV.2.

L'avertissement mentionne :

1° les faits imputés et la ou les dispositions légales ou réglementaires enfreintes visées à l'article XV.2, § 1^{er};

2° le délai dans lequel il doit être mis fin aux faits;

3° qu'au cas où il n'est pas donné suite à l'avertissement, soit une action en cessation sera formée le cas échéant, soit le procureur du Roi sera avisé, soit la procédure de transaction visée au titre 2, chapitre 1^{er}, sera appliquée, soit une sanction administrative sera imposée;

4° que l'engagement du contrevenant de mettre fin à l'infraction peut être rendu public.

§ 2. En cas d'application du paragraphe 1^{er}, le procès-verbal visé à l'article XV.2 n'est remis au procureur du Roi que lorsqu'il n'a pas été donné suite à l'avertissement dans le délai visé au paragraphe 1^{er}, quatrième alinéa, 2°, et lorsque qu'il n'est pas fait application de la procédure de transaction visée à l'article XV.61.

§ 3. Sans préjudice des autres mesures prescrites dans le présent Code, les agents visés à l'article XV.2 peuvent rendre publique la promesse d'une entreprise de mettre fin à une infraction visée dans le présent Code ou dans ses arrêtés d'exécution.

CHAPITRE 4. — *Coordination et suivi entre différentes autorités publiques*

Section 1^{re}. — Généralités

Art. XV.32

Les agents visés à l'article XV.2 peuvent demander à tous les services de l'Etat, en ce compris les parquets et les greffes de toutes les juridictions, des communautés, des régions, des provinces, des agglomérations, des fédérations de communes, des zones de police, des communes, des associations dont ils font parties et des organismes publics qui en dépendent, de récolter toute information et tout document jugés utiles pour l'exercice de leur mission.

Tous les services visés au premier alinéa, à l'exception des services des communautés et des régions, fournissent les informations et documents sans déplacement aux agents visés à l'article XV.2, étant entendu que les informations et documents relatifs à une information ou à une instruction judiciaire ne peuvent pas être communiqués sans l'autorisation expresse du procureur général compétent ou du procureur fédéral.

Afdeling 8. — De bijzondere bevoegdheid van het openbaar ministerie en de onderzoeksrechter

Art XV.30

Het openbaar ministerie of, indien een gerechtelijk onderzoek wordt geopend, de onderzoeksrechter, kan de voorlopige sluiting van de inrichting van de overtreder bevelen. De duur van de voorlopige sluiting mag de datum waarop over de inbreuk definitief uitspraak zal zijn gedaan, niet overschrijden.

De beslissing tot voorlopige sluiting maakt de procedure van transactie als bedoeld in artikel XV.61 onmogelijk.

De voorlopige sluiting van de inrichting wordt van kracht achtenveertig uur na de kennisgeving ervan aan de overtreder.

HOOFDSTUK 3. — *Waarschuwings- en openbaarmakingsprocedure*

Art XV.31

§ 1. Wanneer is vastgesteld dat een handeling een inbreuk bedoeld in artikel XV.2, § 1 vormt, of dat zij aanleiding kan geven tot een vordering tot staking, kunnen de ambtenaren bedoeld in artikel XV.2 een waarschuwing richten tot de overtreder waarbij die tot stopzetting van deze handeling wordt aangemaand.

De waarschuwing wordt de overtreder ter kennis gebracht binnen een termijn van dertig dagen volgend op de dag van de vaststelling van de feiten, bij aangetekende zending met ontvangstmelding of door de overhandiging van een afschrift van het proces-verbaal waarin de feiten zijn vastgesteld. De waarschuwing kan ook per fax of elektronische post worden meegedeeld. Indien geen reactie volgt op de waarschuwing per fax of elektronische post wordt deze via aangetekende zending met ontvangstmelding opgestuurd.

Wanneer de overtreder niet kan worden geïdentificeerd op de dag van de inbreuk begint de termijn van dertig dagen te lopen op de dag waarop de ambtenaren bedoeld in artikel XV.2 de vermoedelijke overtreder van de inbreuk met zekerheid konden identificeren.

De waarschuwing vermeldt :

1° de ten laste gelegde feiten en de geschonden wettelijke of reglementaire bepaling of bepalingen bedoeld in artikel XV.2, § 1;

2° de termijn waarbinnen voormelde feiten dienen te worden stopgezet;

3° dat, indien aan de waarschuwing geen gevolg wordt gegeven, ofwel een vordering tot staking zal ingesteld worden, ofwel de procureur des Konings zal ingelicht worden ofwel de transactieprocedure bedoeld in titel 2, hoofdstuk 1, zal toegepast worden, ofwel een bestuurlijke sanctie zal opgelegd worden;

4° dat de toezegging van de overtreder om de inbreuk stop te zetten, openbaar kan worden gemaakt.

§ 2. In geval van toepassing van paragraaf 1, wordt het in artikel XV.2 bedoeld proces-verbaal pas bezorgd aan de procureur des Konings, wanneer aan de waarschuwing geen gevolg is gegeven binnen de in paragraaf 1, vierde lid, 2°, bedoelde termijn en er geen toepassing wordt gemaakt van de transactieprocedure bedoeld in artikel XV.61.

§ 3. Onverminderd de andere in dit Wetboek voorgeschreven maatregelen kunnen de ambtenaren bedoeld in artikel XV.2 openbaar maken dat een onderneming heeft toegezegd om een in dit Wetboek of zijn uitvoeringsbesluiten bedoelde inbreuk stop te zetten.

HOOFDSTUK 4. — *Coördinatie en opvolging tussen verschillende overheidsdiensten*

Afdeling 1. — Algemeen

Art XV.32

De ambtenaren bedoeld in artikel XV.2 kunnen alle diensten van de Staat, met inbegrip van het openbaar ministerie en de griffies van alle rechtscolleges, de gemeenschappen, de gewesten, de provincies, de agglomeraties, de federaties van gemeenten, de gemeenten, de politiezones, de verenigingen waartoe ze behoren en van de openbare instellingen die ervan afhangen, verzoeken alle informatie en documenten te verzamelen die nuttig worden geacht voor de uitoefening van hun taak.

Alle diensten bedoeld in het eerste lid, met uitzondering van de diensten van de gemeenschappen en gewesten, verstrekken de informatie en documenten zonder verplaatsing aan de ambtenaren bedoeld in artikel XV.2, met dien verstande dat de informatie en documenten met betrekking tot een opsporingsonderzoek of een gerechtelijk onderzoek niet kunnen worden meegedeeld zonder de uitdrukkelijke toestemming van de bevoegde procureur-generaal of de federale procureur.

Art. XV.33

Les agents visés à l'article XV.2 peuvent requérir l'assistance des fonctionnaires de police de la police locale et fédérale, d'experts judiciaires ou d'experts agréés dans des domaines spécifiques par le ministre, soit en vue d'assurer ou de contrôler l'exécution des mesures prescrites par les pouvoirs publics, soit pour apprécier la nature et les circonstances d'une infraction.

Les agents de l'Administration de la fiscalité des entreprises et des revenus, de l'Administration du cadastre, de l'enregistrement et des domaines, de l'Administration de l'Inspection spéciale des impôts et les fonctionnaires sociaux visés à l'article 17 du Code pénal social sont autorisés à accompagner les agents visés à l'article XV.2, dans le cadre de leurs visites, afin de constater les infractions aux lois et règlements dans les matières qui relèvent de leurs compétences et, le cas échéant, d'en dresser un procès-verbal.

Art. XV.34

Sauf les exceptions légales, tout renseignement, quelle que soit sa forme, reçu ou communiqué en application du présent chapitre, est de nature confidentielle.

Sauf les exceptions légales, les renseignements visés dans ce chapitre ne peuvent être utilisés à des fins différentes de celles du présent livre. Les autorités compétentes peuvent faire état, à titre de preuve, dans leurs procès-verbaux, rapports et témoignages ainsi qu'au cours des procédures devant les cours et tribunaux, de renseignements recueillis et de documents consultés ou saisis conformément aux dispositions du présent chapitre.

[...]

TITRE 2

L'application administrative

CHAPITRE 1^{er}. — *La transaction*

Art. XV.61

§ 1^{er}. Lorsqu'ils constatent des infractions visées à l'article XV.2, § 1^{er}, les agents visés à l'article XV.2 peuvent proposer une somme, dont le paiement volontaire par l'auteur de l'infraction éteint l'action publique.

Dans ce cas, le contrevenant reçoit la possibilité de consulter préalablement chaque procès-verbal qui constate une infraction faisant l'objet de la proposition et de s'en faire remettre une copie.

Les tarifs ainsi que les modalités de paiement et de perception de cette transaction sont arrêtés par le Roi.

La somme prévue au premier alinéa ne peut être supérieure au maximum de l'amende pénale pouvant être infligée pour l'infraction constatée, augmentée des décimes additionnels.

§ 2. En cas d'application du paragraphe 1^{er}, le procès-verbal n'est transmis au procureur du Roi que lorsque le contrevenant n'a pas accepté la proposition de transaction ou n'a pas payé la somme d'argent proposée dans le délai fixé.

§ 3 Le paiement effectué dans le délai indiqué éteint l'action publique sauf si auparavant, une plainte a été adressée au procureur du Roi, le juge d'instruction a été requis d'instruire ou le tribunal a été saisi du fait. Dans ces cas, les sommes payées sont restituées au contrevenant.

[...]

CHAPITRE 2. — *Les sanctions administratives*

[...]

TITRE 3

L'application pénale du présent Code et de ses arrêtés d'exécution

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Art. XV.69

Les dispositions du Livre I^{er} du Code pénal sont applicables aux infractions visées par le présent Code sous réserve de l'application des dispositions spécifiques mentionnées ci-après.

Art. XV.70

Les infractions aux dispositions du présent Code sont punies d'une sanction pouvant aller du niveau 1 au niveau 6.

La sanction de niveau 1 est constituée d'une amende pénale de 26 à 5.000 euros.

Art XV.33

De ambtenaren bedoeld in artikel XV.2 kunnen de bijstand vorderen van politieambtenaren van de lokale en federale politie, van gerechtelijke deskundigen, of van deskundigen die door de minister erkend werden in bijzondere materies, om de tenuitvoerlegging van de door de overheid voorgeschreven maatregelen te waarborgen of te controleren of om de aard en de omstandigheden van een inbreuk te beoordelen.

De ambtenaren van de Administratie van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit, van de Administratie van het kadaster, de registratie en de domeinen, van de Administratie van de bijzondere belasting-inspectie en de in artikel 17 van het Sociaal Strafwetboek genoemde ambtenaren zijn gemachtigd om de in artikel XV.2 bedoelde ambtenaren in het raam van hun bezoeken te vergezellen, teneinde de inbreuken op de wetten en de reglementen vast te stellen in de materies die tot hun bevoegdheden behoren en, in voorkomend geval, ervan proces-verbaal op te maken.

Art XV.34

Behoudens de wettelijke uitzonderingen, is elke inlichting, in welke vorm ook, ontvangen of meegedeeld met toepassing van dit hoofdstuk, van vertrouwelijke aard.

Behoudens de wettelijke uitzonderingen mogen de inlichtingen bepaald in dit hoofdstuk niet voor andere doeleinden dan die van dit boek worden gebruikt. De bevoegde overheden mogen, in hun processen-verbaal, verslagen en getuigenissen alsmede in de loop van de procedures voor de hoven en rechtbanken, de overeenkomstig de bepalingen van dit hoofdstuk ontvangen inlichtingen en geraadpleegde of in beslag genomen documenten aanvoeren als bewijs.

[...]

TITEL 2

De bestuurlijke handhaving

HOOFDSTUK 1. — *De transactie*

Art XV.61

§ 1. Wanneer zij inbreuken bedoeld in artikel XV.2, § 1, vaststellen, kunnen de ambtenaren bedoeld in artikel XV.2 een geldsom voorstellen waarvan de vrijwillige betaling door de overtreder de strafvordering doet vervallen.

De overtreder krijgt in dat geval de mogelijkheid om elk proces-verbaal tot vaststelling van een inbreuk waarop het voorstel betrekking heeft vooraf in te zien en zich daarvan een afschrift te doen afgeven.

De tarieven alsook de betalings- en inningswijzen van deze transactie worden door de Koning vastgesteld.

De geldsom bedoeld in het eerste lid mag niet hoger zijn dan het maximumbedrag van de strafrechtelijke geldboete die wegens de vastgestelde inbreuk kan worden opgelegd, verhoogd met de opdecimen.

§ 2. In geval van toepassing van paragraaf 1 wordt het proces-verbaal pas toegezonden aan de procureur des Konings als de overtreder niet is ingegaan op het voorstel tot transactie of de voorgestelde geldsom niet heeft betaald binnen de daarvoor bepaalde termijn.

§ 3 De binnen de aangegeven termijn uitgevoerde betaling doet de strafvordering vervallen, behalve indien tevoren een klacht gericht werd aan de procureur des Konings, de onderzoeksrechter verzocht werd een onderzoek in te stellen of indien het feit bij de rechtbank aanhangig gemaakt werd. In deze gevallen worden de betaalde bedragen aan de overtreder teruggestort.

[...]

HOOFDSTUK 2. — *De bestuurlijke sancties*

[...]

TITEL 3

De strafrechtelijke handhaving van dit Wetboek en zijn uitvoeringsbesluiten

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Art XV.69

De bepalingen van Boek I van het Strafwetboek zijn van toepassing op de inbreuken bedoeld in dit Wetboek, onder voorbehoud van toepassing van de hiernavermelde bijzondere bepalingen.

Art XV.70

De inbreuken op de bepalingen van dit Wetboek worden bestraft met een sanctie tussen niveau 1 en niveau 6.

De sanctie van niveau 1 bestaat uit een strafrechtelijke geldboete van 26 tot 5.000 euro.

La sanction de niveau 2 est constituée d'une amende pénale de 26 à 10.000 euros.

La sanction de niveau 3 est constituée d'une amende pénale de 26 à 25.000 euros.

La sanction de niveau 4 est constituée d'une amende pénale de 26 à 50.000 euros.

La sanction de niveau 5 est constituée d'une amende pénale de 250 à 100.000 euros et d'un emprisonnement d'un mois à un an ou d'une de ces peines seulement.

La sanction de niveau 6 est constituée d'une amende pénale de 500 à 100.000 euros et d'un emprisonnement d'un an à cinq ans ou d'une de ces peines seulement.

Art. XV.71

Lorsque les faits soumis au tribunal font l'objet d'une action en cessation, il ne peut être statué sur l'action pénale qu'après qu'une décision coulée en force de chose jugée a été rendue relativement à l'action en cessation.

Art. XV.72

En cas de récidive dans les cinq ans à dater d'une condamnation coulée en force de chose jugée du chef de la même infraction, le maximum des amendes et des peines d'emprisonnement est porté au double.

Art XV.73

Les sociétés et associations ayant la personnalité civile sont civilement responsables des condamnations aux dommages-intérêts, amendes, frais, confiscations, restitutions et sanctions pécuniaires quelconques, prononcées pour infraction aux dispositions du présent Code contre leurs organes ou préposés.

Il en est de même des membres de toutes associations commerciales dépourvues de la personnalité civile, lorsque l'infraction a été commise par un associé, gérant ou préposé à l'occasion d'une opération entrant dans le cadre de l'activité de l'association. L'associé civilement responsable n'est toutefois personnellement tenu qu'à concurrence des sommes ou valeurs qu'il a retirées de l'opération.

Ces sociétés, associations et membres peuvent être cités directement devant la juridiction répressive par le ministère public ou la partie civile.

Art XV.74

A l'expiration d'un délai de dix jours à compter du prononcé, le greffier du tribunal ou la cour est tenu de porter gratuitement à la connaissance du ministre, par lettre ordinaire ou par voie électronique, tout jugement ou arrêt faisant application d'une disposition du présent livre.

CHAPITRE 2. — Les infractions sanctionnées pénalement

[...]

Section 2. — Les peines relatives aux infractions au Livre IV

Art XV.80

Toute infraction aux articles IV.13 et IV.14 est punie d'une sanction de niveau 2. Toute infraction à l'arrêté visé à l'article IV.15 est punie d'une sanction de niveau 5.

L'utilisation ou la divulgation, à d'autres fins que l'application du Livre IV et des articles 101 et 102 du TFEU, des documents ou renseignements obtenus en application des dispositions du Livre IV, est punie d'une sanction de niveau 5.

Toute infraction aux articles IV.34 et IV.35 est également punie d'une sanction de niveau 5.

Section 3. — Les peines relatives aux infractions au Livre V

Art XV.81

Sont punis d'une sanction du niveau 5, ceux qui, étant tenus de fournir les renseignements en vertu du Livre V, titre 2 du présent Code, ne remplissent pas les obligations qui leur sont imposées.

Art XV.82

Sont punis d'une sanction du niveau 6, ceux qui commettent une infraction à l'article V.8 ou ne se conforment pas ou refusent leur collaboration à l'exécution de ce que dispose une décision prise en application des articles V.4, V.5, V.11 et V.12 et V.14, § 3, du présent Code.

[...]

De sanctie van niveau 2 bestaat uit een strafrechtelijke geldboete van 26 tot 10.000 euro.

De sanctie van niveau 3 bestaat uit een strafrechtelijke geldboete van 26 tot 25.000 euro.

De sanctie van niveau 4 bestaat uit een strafrechtelijke geldboete van 26 tot 50.000 euro.

De sanctie van niveau 5 bestaat uit een strafrechtelijke geldboete van 250 tot 100.000 euro en een gevangenisstraf van één maand tot één jaar of uit één van die straffen alleen.

De sanctie van niveau 6 bestaat uit een strafrechtelijke geldboete van 500 tot 100.000 euro en een gevangenisstraf van één jaar tot vijf jaar of uit één van die straffen alleen.

Art XV.71

Wanneer de feiten voorgelegd aan de rechtbank, het voorwerp zijn van een vordering tot staking, kan er over de strafvervolgning pas uitspraak gedaan worden nadat over de vordering tot staking een in kracht van gewijsde getreden beslissing is genomen.

Art XV.72

In geval van herhaling binnen een termijn van vijf jaar te rekenen van een in kracht van gewijsde gegane veroordeling wegens dezelfde inbreuk, worden de geldboeten en de gevangenisstraffen op het dubbele van het maximum gebracht.

Art XV.73

De vennootschappen en verenigingen met rechtspersoonlijkheid zijn burgerrechtelijk aansprakelijk voor de veroordelingen tot schadevergoeding, geldboeten, kosten, verbeurdverklaringen, teruggave en geldelijke sancties van welke aard ook, die wegens inbreuk op de bepalingen van dit Wetboek tegen hun organen of aangestelden zijn uitgesproken.

Dit geldt eveneens voor de leden van alle handelsverenigingen die geen rechtspersoonlijkheid bezitten, wanneer de inbreuk door een vennoot, zaakvoerder of aangestelde is gepleegd ter gelegenheid van een tot de werkzaamheid van de vereniging behorende verrichting. Evenwel is de burgerrechtelijk aansprakelijke vennoot persoonlijk niet verder gehouden dan tot de sommen of waarden die de verrichting hem opgebracht heeft.

De vennootschappen, verenigingen en leden kunnen rechtstreeks voor de strafrechter gedagvaard worden door het openbaar ministerie of door de burgerlijke partij.

Art XV.74

Na het verstrijken van een termijn van tien dagen na de uitspraak, is de griffier van de rechtbank of van het hof ertoe gehouden de minister elk vonnis of arrest waarbij toepassing is gemaakt van een bepaling van dit boek gratis ter kennis te brengen bij gewone brief of op elektronische wijze.

HOOFDSTUK 2. — De strafrechtelijk gesanctioneerde inbreuken

[...]

Afdeling 2. — De straffen voor de inbreuken op Boek IV

Art XV.80

Elke inbreuk op de artikelen IV.13 en IV.14 wordt bestraft met een sanctie van niveau 2. Elke inbreuk op het besluit bedoeld in artikel IV.15 wordt bestraft met een sanctie van niveau 5.

Het gebruik of de openbaarmaking van de met toepassing van de bepalingen van het Boek IV verkregen bescheiden of inlichtingen, voor andere doeleinden dan de toepassing van het Boek IV en de artikelen 101 en 102 VWEU, wordt bestraft met een sanctie van niveau 5.

Elke inbreuk op de artikelen IV.34 en IV.35 wordt eveneens bestraft met een sanctie van niveau 5.

Afdeling 3. — De straffen voor de inbreuken op Boek V

Art XV.81

Met een sanctie van niveau 5 worden bestraft zij die de verplichting tot het verstrekken van de inlichtingen krachtens Boek V, titel 2 van dit Wetboek niet nakomen.

Art XV.82

Met een sanctie van niveau 6 worden bestraft, zij die een inbreuk begaan op artikel V.8 of zich niet houden aan of hun medewerking weigeren aan de uitvoering van hetgeen is bepaald in een beslissing genomen in toepassing van de artikelen V.4, V.5, V.11, V.12 en V.14, § 3, van dit Wetboek.

[...]

Section 6. — Les peines relatives aux infractions au Livre VIII

Art XV.99

Sont punis d'une sanction du niveau 2 :

1° ceux qui, en employant des manœuvres frauduleuses, obtiennent ou tentent d'obtenir d'un organisme accrédité en vertu du Livre VIII, titre 2, un certificat ou un rapport d'évaluation de la conformité;

2° ceux qui accordent un certificat ou un rapport d'évaluation de la conformité en infraction aux dispositions du Livre VIII, titre 2, ou de ses arrêtés d'exécution;

3° ceux qui utilisent ou tentent d'utiliser un certificat ou un rapport d'évaluation de la conformité en infraction aux dispositions du Livre VIII, titre 2, ou de ses arrêtés d'exécution;

4° ceux qui, en employant des manœuvres frauduleuses, notamment par des agissements qui peuvent prêter à confusion, donnent faussement l'impression qu'un produit, un service ou un processus bénéficie d'un certificat ou un rapport d'évaluation de la conformité délivré par un organisme accrédité en vertu du Livre VIII, titre 2.

Art XV.100

Sans préjudice de l'application, s'il y a lieu, des peines prévues par le Code pénal, notamment par l'article 184 en matière de contrefaçon de marques, sont punis d'une sanction du niveau 2 :

1° ceux qui ont contrevenu aux dispositions du Livre VIII, titre 3, ou à ses arrêtés d'exécution ou aux règlements pris en vue de son exécution, ainsi qu'aux conditions accompagnant les dérogations accordées en vertu de l'article VIII.56;

2° ceux qui détiennent ou emploient des instruments de mesure manifestement inexacts, dans les lieux précisés à l'article VIII.45;

3° ceux dont les activités comportent une référence abusive au Réseau visé à l'article VIII.55, § 4, 2°.

Art XV.101

Sans préjudice de l'application des règles relatives à la saisie et la confiscation, les instruments de mesure dont la détention ou l'usage constituent des infractions aux dispositions du Livre VIII, titre 3, ou à ses arrêtés d'exécution ou aux règlements pris en vue de son exécution peuvent être détruits.

Section 7. — Les peines relatives aux infractions au Livre IX

Art XV.102

§ 1^{er}. Sont punis d'une sanction du niveau 2, ceux qui enfreignent l'article IX.9.

§ 2. Sont punis d'une sanction du niveau 3 :

1° ceux qui mettent sur le marché des produits dont ils savent ou dont ils auraient dû savoir, sur la base de normes européennes ou belges, qu'ils ne présentent pas les garanties visées à l'article XI.2 en ce qui concerne la sécurité et la protection de la santé;

2° ceux qui enfreignent l'article IX.8;

3° ceux qui enfreignent les articles IX.4, IX.5, IX.6 et IX.7 ou un arrêté pris en exécution des articles IX. 4, §§ 1^{er} à 3 et IX.5, §§ 1^{er} et 2;

4° ceux qui ne donnent pas suite aux avertissements visés à l'article XV.31.

5° ceux qui commettent des infractions aux règlements de l'Union européenne qui ont trait à des matières relevant, en vertu du Livre IX, du pouvoir réglementaire du Roi.

[...]

Section 12. — Entrave au contrôle

Art XV.126

Tout empêchement ou entrave volontaire à l'exercice des fonctions des agents visés à l'article XV.2 ou des fonctionnaires de police de la police locale et fédérale est, en application des dispositions du présent Code, puni d'une sanction du niveau 4.

Toute nouvelle infraction telle que visée à l'alinéa 1^{er} commise avant que cinq années ne se soient écoulées depuis l'accomplissement de la peine ou de la prescription de celle-ci pour la même infraction, est punie d'une sanction du niveau 5.

Afdeling 6. — De straffen voor de inbreuken op Boek VIII

Art XV.99

Met een sanctie van niveau 2 worden bestraft :

1° zij die door listige kunstgrepen, van een krachtens Boek VIII, titel 2, geaccrediteerde instelling een certificaat of een verslag van de conformiteitsbeoordeling verkrijgen of pogen te verkrijgen;

2° zij die in overtreding met de bepalingen van Boek VIII, titel 2, of de uitvoeringsbesluiten ervan, een certificaat of een verslag van de conformiteitsbeoordeling toekennen;

3° zij die in overtreding met de bepalingen van Boek VIII, titel 2, of de uitvoeringsbesluiten ervan, een certificaat of een verslag van de conformiteitsbeoordeling gebruiken of pogen te gebruiken;

4° zij die door listige kunstgrepen, inzonderheid door handelingen die tot verwarring aanleiding kunnen geven, ten onrechte de indruk wekken dat een product, dienst of proces beschikt over een certificaat of verslag van de conformiteitsbeoordeling afgeleverd door een krachtens Boek VIII, titel 2, geaccrediteerde instelling.

Art XV.100

Onverminderd de gebeurlijke toepassing van de straffen voorzien in het Strafwetboek, onder meer in artikel 184 inzake namaak van merken, worden bestraft met een sanctie van niveau 2 :

1° zij die een inbreuk gepleegd hebben op de bepalingen van Boek VIII, titel 3, of de uitvoeringsbesluiten of uitvoeringsreglementen ervan, evenals op de voorwaarden die de afwijkingen vergezellen toegestaan krachtens artikel VIII.56;

2° zij die in de plaatsen vermeld in artikel VIII.45 meetwerktuigen voorhanden houden of gebruiken die klaarblijkelijk onjuist zijn;

3° zij wiens activiteiten onrechtmatig verwijzen naar het artikel VIII.55, § 4, 2° bedoelde Netwerk.

Art XV.101

Onverminderd de toepassing van de regels inzake beslag en verbeurdverklaring, mogen de meetwerktuigen waarvan het voorhanden houden of het gebruik ervan een inbreuk uitmaken op de bepalingen van het Boek VIII, titel 3, of de uitvoeringsbesluiten of uitvoeringsreglementen ervan vernietigd worden.

Afdeling 7. — De straffen voor de inbreuken op Boek IX

Art XV.102

§ 1. Met een sanctie van niveau 2 worden bestraft, zij die het artikel IX.9 overtreden.

§ 2. Met een sanctie van niveau 3 worden bestraft :

1° zij die producten op de markt brengen waarvan zij op grond van Europese of Belgische normen weten of hadden moeten weten dat zij niet voldoen aan de in artikel IX.2 bedoelde waarborgen met betrekking tot de veiligheid en de bescherming van de gezondheid;

2° zij die het artikel IX.8 overtreden;

3° zij die artikelen IX.4, IX.5, IX.6 en IX.7 of een besluit genomen in uitvoering van de artikelen IX.4, §§ 1 tot 3 en IX.5, §§ 1 en 2 overtreden;

4° zij die de waarschuwingen bedoeld in artikel XV.31 niet opvolgen.

5° zij die inbreuken begaan op de Verordeningen van de Europese Unie die betrekking hebben op materies die, overeenkomstig Boek IX, tot de reglementaire bevoegdheid van de Koning behoren.

[...]

Afdeling 12. — Belemmering van toezicht

Art XV.126

Een vrijwillige verhindering of belemmering tot het uitoefenen van de functies van de in artikel XV.2. bedoelde ambtenaren of de politieambtenaren van de lokale en federale politie, wordt in toepassing van de bepalingen van dit Wetboek, bestraft met een sanctie van niveau 4.

Een nieuwe inbreuk zoals bedoeld in het eerste lid, voordat vijf jaren zijn verlopen sinds zijn straf werd ondergaan of sinds zijn straf verjaard is voor dezelfde inbreuk, wordt bestraft met een sanctie van niveau 5.

CHAPITRE 3. — *Les peines complémentaires*

[...]

Section 2. — Confiscation

Art XV.130

Sans préjudice de l'application des articles 42 à 43^{quater} inclus du Code pénal, en cas de condamnation pour une infraction aux Livres VIII et IX les Cours et Tribunaux sont autorisés à prononcer la confiscation, même lorsque le propriétaire de l'objet de l'infraction est une tierce personne.

Sans préjudice de l'application des articles 42 à 43^{quater} du Code pénal, ils ont également la faculté de prononcer, même s'ils sont la propriété d'un tiers, la confiscation des moyens de production, de transformation, de distribution, de transport et d'autres objets quelconques destinés ou ayant servi à produire, fabriquer, transformer, distribuer ou transporter les biens faisant l'objet de l'infraction ainsi que des moyens nécessaire pour prester les services.

Lorsque l'objet de l'action en confiscation est la propriété d'un tiers, ce tiers est appelé à la cause et, si aucune preuve de sa mauvaise foi n'est apportée, la confiscation n'est pas prononcée ou est annulée.

Les cours et tribunaux peuvent en outre ordonner la confiscation des bénéfices illicites réalisés à la faveur de l'infraction.

Section 3. — L'affichage du jugement ou de l'arrêt

Art XV.131

En cas de condamnation pour une infraction aux Livres VIII et IX les cours et tribunaux peuvent ordonner l'affichage du jugement, de l'arrêt ou du résumé qu'ils en rédigent pendant le délai qu'ils déterminent, aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur des établissements du contrevenant et aux frais de celui-ci, de même que la publication du jugement, de l'arrêt ou du résumé aux frais du contrevenant dans des journaux ou de toute autre manière."

CHAPITRE III. — *Dispositions abrogatoires*

Art. 3. Les articles 38, 84 et 85 de la loi sur la protection de la concurrence économique, coordonnée le 15 septembre 2006, sont abrogés.

Art. 4. L'article 319 de la loi programme du 22 décembre 1989 est abrogé.

Art. 5. Les articles 3 et 4 de la loi du 27 mars 1969 relative à la réglementation des transports maritimes et aériens sont abrogés.

Art. 6. L'article 2, § 5, de la loi du 22 janvier 1945 sur la réglementation économique et les prix, inséré par la loi du 30 juillet 1970, est abrogé.

Art. 7. Dans la loi du 16 juin 1970 sur les unités, étalons et instruments de mesure, sont abrogés :

1° l'article 24, modifié par la loi du 20 juillet 2006;

2° l'article 25;

3° l'article 26, modifié par la loi du 26 juin 2000;

4° l'article 27;

5° l'article 30, § 5, deuxième alinéa, modifié par la loi du 20 juillet 2006.

Art. 8. Dans la loi du 20 juillet 1990 concernant l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité, sont abrogés :

1° l'article 7, modifié par les lois des 26 juin 2000 et 30 décembre 2009;

2° l'article 8;

3° l'article 9, modifié par la loi du 30 décembre 2009.

Art. 9. Dans la loi du 9 février 1994 relative à la sécurité des produits et des services, sont abrogés :

1° l'article 19, modifié par les lois des 4 avril 2001 et 18 décembre 2002;

HOOFDSTUK 3. — *Bijkomende straffen*

[...]

Afdeling 2. — Verbeurdverklaring

Art XV.130

In geval van veroordeling voor een inbreuk op Boeken VIII en IX zijn, onverminderd de toepassing van de artikelen 42 tot en met 43^{quater} van het Strafwetboek, de hoven en rechtbanken ertoe gemachtigd de verbeurdverklaring uit te spreken, zelfs wanneer de eigenaar van het voorwerp van de inbreuk een derde persoon is.

Onverminderd de toepassing van de artikelen 42 tot en met 43^{quater} van het Strafwetboek zijn zij er eveneens toe gemachtigd de verbeurdverklaring uit te spreken van de productie-, verwerkings-, verdelings- of vervoermiddelen of om het even welk voorwerp, zelfs wanneer zij eigendom zijn van een derde, die bestemd zijn of gediend hebben om de goederen die het voorwerp van de inbreuk uitmaken voort te brengen, te fabriceren, te verwerken, te verdelen of te vervoeren alsook de middelen die nodig zijn om de diensten te verrichten.

Als het voorwerp van de vordering tot verbeurdverklaring eigendom is van een derde, wordt de derde in het geding betrokken en de verbeurdverklaring wordt niet uitgesproken of wordt ongedaan gemaakt als geen bewijs wordt geleverd van diens kwade trouw.

De hoven en rechtbanken kunnen daarenboven de verbeurdverklaring uitspreken van de onrechtmatig gemaakte winsten gerealiseerd met de inbreuk.

Afdeling 3. — De aanplakking van het vonnis of arrest

Art XV.131

In geval van veroordeling voor een inbreuk op Boeken VIII en IX kunnen de hoven en rechtbanken de aanplakking van het vonnis of arrest of van de door hen opgestelde samenvatting ervan bevelen gedurende de door hen bepaalde termijn, zowel buiten als binnen de inrichtingen van de overtreder, evenals de bekendmaking van het vonnis of arrest of van de samenvatting ervan in de kranten of op enige andere wijze, en dit alles op kosten van de overtreder."

HOOFDSTUK III. — *Opheffingsbepalingen*

Art. 3. De artikelen 38, 84 en 85 van de wet tot bescherming van de economische mededinging, gecoördineerd op 15 september 2006, worden opgeheven.

Art. 4. Artikel 319 van de programmawet van 22 december 1989 wordt opgeheven.

Art. 5. De artikelen 3 en 4 van de wet van 27 maart 1969 betreffende de reglementering van het zee en luchtvervoer worden opgeheven.

Art. 6. Artikel 2, § 5, van de wet van 22 januari 1945 betreffende de economische reglementering en de prijzen, ingevoegd bij de wet van 30 juli 1971, wordt opgeheven.

Art. 7. In de wet van 16 juni 1970 betreffende de meeteenheden, de meetstandaarden en de meetwerktuigen, worden opgeheven :

1° artikel 24, gewijzigd bij de wet van 20 juli 2006;

2° artikel 25;

3° artikel 26, gewijzigd bij de wet van 26 juni 2000;

4° artikel 27;

5° artikel 30, § 5, tweede lid, gewijzigd bij de wet van 20 juli 2006.

Art. 8. In de wet van 20 juli 1990 betreffende de accreditatie van instellingen van de conformiteitsbeoordeling, worden opgeheven :

1° artikel 7, gewijzigd bij de wetten van 26 juni 2000 en 30 december 2009;

2° artikel 8;

3° artikel 9, gewijzigd bij de wet van 30 december 2009.

Art. 9. In de wet van 9 februari 1994 betreffende de veiligheid van producten en diensten, worden opgeheven :

1° artikel 19, gewijzigd bij de wetten van 4 april 2001 en 18 december 2002;

- 2° article 20, modifié par les lois des 4 avril 2001 et 18 décembre 2002;
- 3° les articles 21 et 22, modifiés par la loi du 4 avril 2001;
- 4° l'article 23, modifié par la loi du 4 avril 2001;
- 5° l'article 24;
- 5° l'article 25, modifié par la loi du 4 avril 2001;
- 6° l'article 26.

CHAPITRE IV. — Attribution de compétences

Art. 10. Les lois ou arrêtés d'exécution existants qui font référence aux dispositions abrogées par les articles 3 à 9, sont présumés faire référence aux dispositions équivalentes du Code de droit économique, telles qu'insérées par la présente loi.

Art. 11. Le Roi peut remplacer les références dans les lois ou arrêtés existants aux dispositions abrogées par les articles 3 à 9 par des références aux dispositions équivalentes du Code de droit économique, telles qu'insérées par la présente loi.

Art. 12. Le Roi peut coordonner les dispositions du Code de droit économique, telles qu'insérées par la présente loi, avec les dispositions qui les auraient expressément ou implicitement modifiées au moment où la coordination sera établie.

A cette fin, Il peut :

- 1° modifier l'ordre, la numérotation et, en général, la présentation des dispositions à coordonner;
- 2° modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à coordonner en vue de les mettre en concordance avec la numérotation nouvelle;
- 3° modifier la rédaction des dispositions à coordonner en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie sans qu'il puisse être porté atteinte aux principes inscrits dans ces dispositions.

CHAPITRE V. — Entrée en vigueur

Art. 13. Le Roi détermine la date d'entrée en vigueur de chacune des dispositions de la présente loi et de chacune des dispositions insérées par la présente loi dans le Code de droit économique.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 20 novembre 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie et des Consommateurs,

J. VANDE LANOTTE

La Ministre des Affaires sociales,

Mme. L. ONKELINX

La Ministre de la Justice,

Mme. A. TURTELBOOM

La Ministre de l'Emploi,

Mme M. DE CONINCK

Le Ministre des Finances,

K. GEENS

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,

Mme A. TURTELBOOM

—
Note

Voir :

Documents de la Chambre des représentants :

53-2837 – 2012/2013 :

N° 1 : Projet de loi.

N° 2 : Amendements.

N° 3 : Rapport.

N° 4 : Texte corrigé par la commission.

N° 5 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

N° 6 : Erratum.

2° artikel 20, gewijzigd bij de wetten van 4 april 2001 en 18 december 2002;

3° de artikelen 21 en 22, gewijzigd bij de wet van 4 april 2001;

4° artikel 23, gewijzigd bij de wet van 4 april 2001;

5° artikel 24;

5° artikel 25, gewijzigd bij de wet van 4 april 2001;

6° artikel 26.

HOOFDSTUK IV. — Bevoegdheidstoewijzing

Art. 10. De bestaande wetten en uitvoeringsbesluiten die verwijzen naar de bij de artikelen 3 tot 9 opgeheven bepalingen, worden geacht te verwijzen naar de overeenkomstige bepalingen in het Wetboek van economisch recht, zoals ingevoegd bij deze wet.

Art. 11. De Koning kan de verwijzingen in bestaande wetten en koninklijke besluiten naar de bij de artikelen 3 tot 9 opgeheven bepalingen vervangen door verwijzingen naar de ermee overeenstemmende bepalingen in het Wetboek van economisch recht, zoals ingevoegd bij deze wet.

Art. 12. De Koning kan de bepalingen van het Wetboek van economisch recht, zoals ingevoegd bij deze wet, coördineren met de bepalingen die daarin uitdrukkelijk of stilzwijgend wijzigingen hebben aangebracht tot het tijdstip van de coördinatie.

Daartoe kan Hij :

- 1° de volgorde en de nummering van de te coördineren bepalingen veranderen en in het algemeen de teksten naar de vorm wijzigen;
- 2° de verwijzingen die voorkomen in de te coördineren bepalingen met de nieuwe nummering doen overeenstemmen;

3° zonder afbreuk te doen aan de beginselen die in de te coördineren bepalingen vervat zijn, de redactie ervan wijzigen om ze onderling te doen overeenstemmen en eenheid in de terminologie te brengen.

HOOFDSTUK V. — Inwerkingtreding

Art. 13. De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van elke bepaling van deze wet en van elke bepaling ingevoegd door deze wet in het Wetboek van economisch recht.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 20 november 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie en Consumenten,

J. VANDE LANOTTE

De Minister van Sociale Zaken,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Justitie,

Mevr. A. TURTELBOOM

De Minister van Werk,

Mevr. M. DE CONINCK

De Minister van Financiën,

K. GEENS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

Mevr. A. TURTELBOOM

—
Nota

Zie :

Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers :

53-2837 – 2012/2013 :

Nr. 1 : Wetsontwerp.

Nr. 2 : Amendementen.

Nr. 3 : Verslag.

Nr. 4 : Tekst verbeterd door de commissie.

Nr. 5 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Nr. 6 : Erratum.

N° 7 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Compte rendu intégral : 16 et 17 juillet 2013.

Documents du Sénat :

5-2230 – 2013/2014 :

N° 1 : Projet non évoqué par le Sénat.

Nr. 7 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Integraal Verslag : 16 en 17 juli 2013.

Stukken van de Senaat :

5-2230 – 2013/2014 :

Nr. 1 : Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

[C – 2013/11553]

**22 NOVEMBRE 2013. — Arrêté royal
relatif aux jus et nectars de fruits
et à certaines denrées similaires**

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits, les articles 2 et 4, § 1^{er};

Vu la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur, l'article 11, § 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 19 mars 2004 relatif aux jus et nectars de fruits, aux jus de légumes et à certaines denrées similaires;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Indépendants et des P.M.E., donné le 1^{er} juillet 2013;

Vu l'avis du Conseil de la Consommation, donné le 1^{er} juillet 2013;

Vu l'avis 54.111/1 du Conseil d'Etat, donné le 10 octobre 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie et des Consommateurs, de la Ministre de la Santé publique et de la Ministre des Classes moyennes, des P.M.E., des Indépendants et de l'Agriculture,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose la Directive 2012/12/UE du Parlement européen et du Conseil du 19 avril 2012 modifiant la Directive 2001/112/CE du Conseil relative aux jus de fruits et à certains produits similaires destinés à l'alimentation humaine.

CHAPITRE 2. — *Champ d'application*

Art. 2. § 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux produits définis au § 2 qui sont mis sur le marché dans l'Union conformément au Règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires.

Les produits définis au § 2 sont soumis aux dispositions du droit de l'Union applicable aux denrées alimentaires, notamment au Règlement (CE) n° 178/2002, sauf dispositions contraires prévues par le présent arrêté.

§ 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o jus de fruits :

Le produit fermentescible mais non fermenté obtenu à partir des parties comestibles de fruits sains et mûrs, frais ou conservés par réfrigération ou congélation, d'une espèce ou de plusieurs espèces en mélange, possédant la couleur, l'arôme et le goût caractéristiques du jus des fruits dont il provient.

Les arômes, les pulpes et les cellules obtenus par des moyens physiques appropriés à partir de fruits de la même espèce peuvent être restitués au jus de fruits.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

[C – 2013/11553]

**22 NOVEMBER 2013. — Koninklijk besluit
betreffende vruchtensappen, vruchtennectars
en bepaalde soortgelijke producten**

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten, de artikelen 2 en 4, § 1;

Gelet op de wet van 6 april 2010 betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming, artikel 11, § 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 maart 2004 betreffende vruchtensappen, vruchtennectars, groentensappen en bepaalde soortgelijke producten;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de K.M.O., gegeven op 1 juli 2013;

Gelet op het advies van de Raad voor het Verbruik, gegeven op 1 juli 2013;

Gelet op het advies 54.111/1 van de Raad van State, gegeven op 10 oktober 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Economie en Consumenten, de Minister van Volksgezondheid en de Minister van Middenstand, K.M.O.'s, Zelfstandigen en Landbouw,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Dit besluit voorziet in de omzetting van Richtlijn 2012/12/EU van het Europees Parlement en de Raad van 19 april 2012 tot wijziging van Richtlijn 2001/112/EG van de Raad inzake voor menselijke voeding bestemde vruchtensappen en bepaalde soortgelijke producten.

HOOFDSTUK 2. — *Toepassingsveld*

Art. 2. § 1. Dit besluit is van toepassing op de in § 2 omschreven producten die overeenkomstig Verordening (EG) nr. 178/2002 van het Europees Parlement en de Raad van 28 januari 2002 tot vaststelling van de algemene beginselen en voorschriften van de levensmiddelenwetgeving, tot oprichting van een Europese Autoriteit voor voedselveiligheid en tot vaststelling van procedures voor voedselveiligheidsaanleggen, in de Unie op de markt worden gebracht.

De in § 2 omschreven producten zijn onderworpen aan de bepalingen van het uniale recht die gelden voor levensmiddelen, met name aan Verordening (EG) nr. 178/2002, tenzij in dit besluit anders wordt bepaald.

§ 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o vruchtensap :

Het vergistbare maar niet gegiste product verkregen uit de eetbare delen van de gezonde en rijpe, verse of door koeling of bevroering verduurzaamde vruchten van één of meer soorten, dooreen gemengd, dat de kleur, het aroma en de smaak heeft die kenmerkend zijn voor sap van de vruchten waaruit het is gewonnen.

Aroma's, pulp en cellen die door middel van geschikte fysische processen uit dezelfde vruchtensap verkregen worden, mogen terug worden samengesteld in het vruchtensap.